

### FAITS MARQUANTS

#### MESSAGE DU DIRECTEUR EXECUTIF P. 2

La région de la CEDEAO au seuil d'importantes évolutions dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

#### CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES ENR DANS LES SYSTEMES HORS-RÉSEAU P. 6

Consensus sur le rôle des technologies d'énergies renouvelables dans les systèmes hors-réseau pour combler le déficit énergétique par les systèmes décentralisés et ainsi atteindre les objectifs de l'électrification rurale.

#### MISE EN ŒUVRE DES PROJETS EREF P. 7

Démarrage de la mise en œuvre des 41 projets approuvés dans le cadre du Premier Appel de la Facilité pour les énergies renouvelables de la CEDEAO (EREF)

#### LANCEMENT DE L'INITIATIVE SE4ALL DES ONU P. 8

Le Nigeria lance officiellement l'Initiative SE4ALL, un effort supplémentaire à la dynamique globale dans la région de la CEDEAO et sur le continent africain.

#### OBSERVATOIRE DE LA CEDEAO POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES ET L'EFFICACITÉ ENERGÉTIQUE (ECOWREX)



### LA CEDEAO S'ENGAGE À SOUTENIR L'INITIATIVE ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS EN AFRIQUE DE L'OUEST



#### FORUM DE HAUT NIVEAU SUR L'ÉNERGIE CEDEAO-GFSE-ONU-DI-FEM

P. 3

#### LES MINISTRES DE L'ÉNERGIE DE LA CEDEAO ADOPTENT LES POLITIQUES RÉGIONALES ENR & EE

P. 5

#### PREMIÈRE ÉDITION DU FORUM SUR L'INVESTISSEMENT DANS LES ENR DE LA CEDEAO

P. 9



# MESSAGE DU DIRECTEUR EXÉCUTIF



Chers collègues,

C'est pour moi un plaisir de vous présenter ce bulletin d'information, notre premier en 2013, car il nous offre une occasion unique de faire le point sur les événements qui ont marqué l'année 2012. Le présent numéro est édité dans le contexte de l'après Forum de haut niveau sur l'énergie de la CEDEAO qui s'est tenu du 29 au 31 octobre 2012 à Accra, au Ghana sur le thème "Baliser le chemin vers l'énergie durable pour tous en Afrique de l'Ouest grâce aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique". Nous tenons à remercier les Gouvernements du Ghana, de l'Autriche, de l'Espagne et de la France, ainsi que la Commission de l'Union européenne (UE), le Forum mondial pour l'énergie durable (GSFE), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et les autres partenaires pour le soutien apporté à l'organisation de ce forum.

Le forum a réuni plus de 300 participants, dont des ministres en charge de l'Énergie et de l'Environnement, des dirigeants d'organisations internationales, des diplomates et d'autres acteurs de haut niveau pour faciliter l'adoption d'un cadre régional de mise en œuvre de l'Initiative SE4All dans la région de la CEDEAO. Parmi les principaux résultats du forum figure l'adoption par les Ministres en charge de l'Énergie de la CEDEAO de politiques régionales historiques et novatrices d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

Ce numéro du bulletin d'information du CREEC est publié dans le contexte de la Résolution historique de l'Assemblée générale des Nations unies qui a déclaré la période 2014 - 2024 Décennie de l'énergie durable pour tous. Les politiques adoptées par la CEDEAO montrent la ferme volonté politique de la région d'utiliser les technologies d'énergie

durable pour la réalisation de nos objectifs d'accès à l'énergie, ainsi que des objectifs de l'Initiative SE4All. Il est également important de noter qu'elles fournissent un cadre réglementaire clair qui favorise une plus grande participation et un investissement plus important du secteur privé. L'adoption de ces politiques régionales est ainsi une étape historique dans notre cheminement vers l'accès universel aux services d'énergie durable. La CEDEAO est aujourd'hui le deuxième bloc régional, après l'Union européenne, à avoir un tel cadre global pour l'énergie durable. C'est donc un honneur pour le CEREEC d'avoir été désigné par les ministres de l'Énergie de la CEDEAO comme le point focal chargé de la mise en œuvre de l'initiative SE4All en Afrique de l'Ouest.

Nous sommes également heureux de constater les progrès encourageants accomplis dans le domaine des énergies propres et durables. Du Cap-Vert au Sénégal, en passant par le Ghana et d'autres États membres, nous avons vu qu'il est possible de tracer une nouvelle voie dans notre processus de planification énergétique. Aujourd'hui, nous voilà au seuil de grandes évolutions dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Le CEREEC s'est également avéré être un modèle pour l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est. En effet, la SADC et la CAE ont démarré le processus préparatoire à la création de centres similaires sous la supervision de l'ONUDI. Le CEREEC soutiendra ce processus et est honoré de faire partie d'un réseau émergent et dynamique d'organismes de promotion de l'énergie durable en Afrique.

Dans toute la région, nous nous efforçons de traduire les visions politiques en actions. Cependant, nous sommes conscients que pour arriver à des actions concrètes sur le terrain, il est important que le secteur privé et les capitaux privés s'engagent plus fermement dans les cadres stratégiques et réglementaires que nous mettons en place. Nous sommes convaincus que l'exécution de ces politiques aux niveaux régional et national permettra de rendre nos systèmes énergétiques beaucoup plus durables et nous permettra d'avoir une économie sobre en carbone. Les connaissances et les technologies nécessaires à cette transformation sont accessibles et existent déjà chez nous. Nous ne devons plus nous limiter à encourager davantage d'innovation, il nous faut aussi faire en sorte que ces technologies soient effectivement utiles aux pays en développement, en dotant ces pays d'outils qui peuvent servir à résoudre les problèmes de développement auxquels ils sont confrontés.

Nous espérons que vous trouverez ce numéro intéressant et instructif.

Je vous remercie.

Mahama Kappiah  
Directeur exécutif du CEREEC

## LA CEDEAO S'ENGAGE A SOUTENIR L'INITIATIVE ENERGIE DURABLE POUR TOUS EN AFRIQUE DE L'OUEST

La Commission de la CEDEAO, à travers le CEREEC et en collaboration avec le Gouvernement du Ghana, le Forum mondial pour l'énergie durable (GFSE), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), a organisé un forum de haut niveau sur l'énergie du 29 au 31 octobre 2012 à Accra, au Ghana, sur le thème "Baliser le chemin vers l'énergie durable pour tous en Afrique de l'Ouest grâce aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique". L'événement s'est tenu sous l'égide de l'Initiative Énergie durable pour tous (SE4All) de l'ONU qui vise, d'ici 2030, à assurer l'accès universel aux services énergétiques modernes, à doubler la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique mondial et à doubler le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique.

Le forum a été officiellement ouvert par M. Emmanuel Amah Kofi Buah, Ministre délégué en charge de l'Énergie du Ghana. Dans son discours d'ouverture, M. Buah a noté que la question de la pauvreté en Afrique de l'Ouest ne peut pas être résolue si la région ne parvient pas à l'accès universel à l'énergie.

En appui à ses propos, M. Kandeh Yumkella, Directeur général de l'ONUDI et président d'ONU-Énergie, a déclaré que le forum est l'occasion pour les décideurs politiques de la région de la CEDEAO d'élaborer des



H.E. Kadré Désiré Quedraogo, Président de la Commission de la CEDEAO

actions concrètes pour la réalisation de l'énergie durable pour tous. Mme Irene Giner-Reichl, Présidente du GFSE, a félicité la Commission de la CEDEAO pour sa détermination à mettre fin à la crise énergétique dans la région. Elle a ajouté que cette détermination a été reconnue par les autres sous-régions du continent, à savoir la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) - et a encouragé ces communautés à faire de même. Mme Giner-Reichl a invité les ministres de l'Énergie de la région à continuer leurs efforts pour mettre fin à la pauvreté énergétique.

Le forum a réuni plus de 320 participants, dont des ministres en charge de l'Énergie et de l'Environnement de la CEDEAO, des dirigeants d'organisations in-

ternationales, des diplomates et d'autres acteurs importants pour faciliter la mise en place d'un cadre régional de mise en œuvre de l'Initiative SE4All dans la région de la CEDEAO.

Au cours du forum s'est tenue la réunion des ministres en charge de l'Énergie de la CEDEAO qui a adopté des résolutions relatives à la Politique d'énergies renouvelables de la CEDEAO, la Politique d'efficacité énergétique de la CEDEAO, le Programme petite hydroélectricité de la CEDEAO et le Cadre stratégique pour la bioénergie de la CEDEAO.

Le forum a également été l'occasion du lancement officiel des Initiatives d'efficacité énergétique de la CEDEAO sur la normes et l'étiquetage, l'éclairage économe en énergie, la distribution d'électricité performante et la cuisson efficace. L'Observatoire des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique de la CEDEAO (ECOWREX), mis en place dans le cadre du Programme stratégique pour l'Afrique de l'Ouest (SPWA) du FEM et de l'ONUDI, a également été lancé lors de cet événement.

*"Assurer l'accès universel aux services énergétiques modernes; doubler la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique mondial et doubler le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique".*

## OBSERVATOIRE DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DE LA CEDEAO (ECOWREX)

Le lancement de l'Observatoire des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique de la CEDEAO (ECOWREX) lors du forum de haut niveau le 31 octobre à Accra, au Ghana, a marqué un pas important vers l'élimination des obstacles existants liés aux connaissances et à l'information qui entravent le développement du secteur énergétique en Afrique de l'Ouest.

ECOWREX est un projet du CEREEC financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et qui vise à fournir aux décideurs, aux promoteurs de projets, aux investisseurs et aux autres acteurs des in-

formations fiables et pertinentes sur les ressources et les systèmes énergétiques en Afrique de l'Ouest.

ECOWREX sera un catalyseur du développement dans le secteur énergétique et aidera à compléter et/ou à faciliter l'adoption et l'exécution des politiques, initiatives, activités et programmes nationaux et régionaux tels que le Livre blanc de la CEDEAO/UEMOA sur l'accès aux services énergétiques dans les zones périurbaines et rurales, la Politique d'énergies renouvelables de la CEDEAO, la Politique d'efficacité énergétique de la CEDEAO, le Plan directeur du Système d'échanges d'énergie électrique ouest africain (EEEOA/WAPP) et d'autres. Il

sera également un catalyseur pour favoriser l'émergence de services compatibles en Afrique en contribuant à d'autres initiatives et projets tels que les initiatives AfriGEOSS, EnerGEO etc.



## LE FORUM DE HAUT NIVEAU EN IMAGES



1



2



3



4



5



6



7



8



9



10



11



12



13

## LES MINISTRES EN CHARGE DE L'ÉNERGIE DE LA CEDEAO ADOPTENT LES POLITIQUES REGIONALES SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES & L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

La onzième réunion des ministres en charge de l'Énergie de la CEDEAO s'est tenue le 31 octobre 2012 à l'occasion du Forum de haut niveau sur l'énergie de la CEDEAO qui a eu lieu du 29 au 31 octobre 2012. La réunion a été convoquée par la Commission de la CEDEAO, en collaboration avec le Gouvernement de la République du Ghana, et a été présidée par l'honorable Oluniyi Robbin-Coker, Ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique de la République de Sierra Leone.

L'objectif principal de la réunion était l'adoption d'un plan d'action commun pour la mise en œuvre de l'initiative SE4All dans la région de la CEDEAO, ainsi que l'examen et l'adoption des recommandations des experts techniques des États membres sur l'état d'avancement des différents programmes énergétiques de la CEDEAO, notamment :

- La Politique d'efficacité énergétique de la CEDEAO ;
- La Politique d'énergies renouvelables de la CEDEAO ;
- Le Programme petite hydroélectricité de la CEDEAO ; et
- La Stratégie bioénergie de la CEDEAO.

Au cours de la réunion, il a été noté la persistance de la crise énergétique dans la région et ses impacts sur le développement économique des États membres. Les participants ont exprimé leur engagement à l'amélioration de la sécurité énergétique et à un meilleur accès aux services énergétiques modernes grâce à la promotion et à l'utilisation des énergies renouvelables et des technologies à faible consommation d'énergie dans les États membres de la CEDEAO. Ils ont également exprimé leur satisfaction des tendances actuelles du marché qui indiquent une réduction soutenue des prix des technologies d'énergies renouvelables, ce qui les rend plus compétitives et offre des possibilités de diversification des sources d'énergie dans la région de la CEDEAO.

Par conséquent, les participants ont souligné la nécessité d'un environnement plus propice pour un meilleur accès aux services énergétiques dans la région. Les ministres en charge de l'Énergie ont ainsi adopté les politiques régionales et les plans d'action correspondants en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique. Ils ont indiqué qu'ils aideraient la région à exploiter son important potentiel d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

La politique régionale d'énergies renouvelables de la CEDEAO vise à assurer une utilisation accrue des énergies renouvelables telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne, la petite hydroélectricité et la bioénergie pour l'approvisionnement en



Participants à la réunion pour l'adoption de Politiques régionales visant à assurer l'accès à l'énergie et à trouver une solution à la pauvreté énergétique

électricité des réseaux électriques et l'accès aux services énergétiques dans les zones rurales. Le cadre politique sera complété par la prise en compte d'autres sources énergétiques conventionnelles, importantes pour la production destinée au réseau (par exemple, la grande hydroélectricité et le gaz naturel). La politique est axée principalement sur le secteur de l'électricité, mais concerne également d'autres domaines comme l'utilisation de la chaleur dans le secteur de l'énergie domestique. L'objectif spécifique de la politique d'énergies renouvelables est d'accroître la part des énergies renouvelables dans le mix électrique global de la région en le portant à 10% en 2020 et à 19% en 2030. Si on y ajoute la grande hydroélectricité, cette part devrait atteindre 35% en 2020 et 48% en 2030. Environ 25% de la population rurale de la CEDEAO seront desservies par des mini-réseaux et des systèmes autonomes à l'horizon 2030.

La Politique d'efficacité énergétique de la CEDEAO vise à mettre en œuvre des mesures qui vont libérer, à long terme, 2000 MW de capacité de production d'électricité, soit plus du double du niveau actuel de l'amélioration annuelle de l'efficacité énergétique, pour atteindre des niveaux comparables à ceux des leaders mondiaux. A cet effet, cinq initiatives régionales d'efficacité énergétique prioritaires seront mises en œuvre et vont concerner :

- L'éclairage - éliminer les ampoules à incandescence inefficaces d'ici 2020 ;
- La distribution d'électricité - réduire les pertes moyennes dans la distribution d'électricité en passant du niveau actuel qui se situe entre 15 et 40% pour atteindre le niveau standard mondial de 7% d'ici 2020 ;
- La cuisson - assurer l'accès universel à la cuisson sûre, propre, abordable, efficace et durable pour toute la population de la CEDEAO en 2030 ;
- Les normes et étiquettes - établir et adopter les premières normes et étiquettes à l'échelle régionale pour les principaux équipements énergétiques d'ici la fin 2014 ;

- Le financement - créer les instruments de financement de l'énergie durable, y compris la finance carbone, d'ici la fin de l'année 2013.

La réunion est également revenue sur l'importance de l'hydroélectricité pour la résolution des problèmes énergétiques de la région et a invité les États membres à veiller à la mise en œuvre effective du Programme de petite hydroélectricité de la CEDEAO. Elle a également noté que la bioénergie constitue la principale source d'énergie dans la région et a souligné la nécessité d'assurer l'exploitation et l'utilisation durables de cette ressource. En conséquence, deux résolutions relatives à l'hydroélectricité et à la bioénergie ont été également adoptées.

Les ministres de l'Énergie ont salué le leadership visible du Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CERECC) dans la promotion de solutions d'énergie durable et ont exhorté le CERECC à jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de l'Initiative SE4All en Afrique de l'Ouest. Ils ont également salué la récente nomination par le Secrétaire général des Nations unies de M. Kandeh Kolleh Yumkella, Directeur général de l'ONUDI et Président d'ONU-Énergie, comme représentant spécial de l'Initiative SE4All et co-président de l'Initiative. Les Ministres de l'Énergie ont fait part de leur optimisme quant à une future collaboration entre la CEDEAO et l'Initiative. Dans la même lancée, la réunion a demandé à l'Assemblée générale des Nations unies de déclarer une Décennie pour l'initiative SE4All.

Lors de son intervention, M. Yumkella a félicité la Commission de la CEDEAO pour avoir fait montre d'un engagement sans précédent pour le déploiement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans la région comme l'illustre la création du CERECC, un modèle qui est sur le point d'être reproduit par la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Le Représentant spécial a vivement salué la décision des ministres de l'Énergie de la CEDEAO qui donnent mandat au CERECC de servir de point focal pour la mise en œuvre de l'Initiative SE4All en Afrique de l'Ouest. M. Yumkella et d'autres membres de haut niveau de la communauté internationale ont salué le leadership de la CEDEAO dans l'adoption des politiques d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, estimant que cela témoigne d'un fort engagement politique régional à la réalisation de l'énergie durable pour tous à l'horizon 2030. Ils ont promis d'apporter leur soutien à la mise en œuvre des politiques nouvellement adoptées et des plans d'action correspondants.

## LE CEREEC ET SES PARTENAIRES ORGANISENT LA PREMIERE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES ENR HORS-RESEAU (IOREC) A ACCRA, AU GHANA

Le CEREEC, en partenariat avec l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA) et l'Alliance pour l'électrification rurale (ARE), a organisé la première conférence internationale sur les énergies renouvelables hors réseau sur les 1 et 2 novembre 2012, à Accra, au Ghana.

La conférence a regroupé plus de 350 participants venus de 80 pays, dont 30 pays africains. Ces participants venaient, particulièrement, des ministères et des organismes en charge du développement des énergies renouvelables et de l'électrification rurale, du milieu universitaire, des organisations régionales et non gouvernementales, des organisations de développement et des institutions financières.

La conférence a fourni un cadre de dialogue pour les acteurs de l'électrification rurale, avec un accent particulier mis sur le continent africain. Avec des intervenants venant de 23 pays, la conférence a été une occasion d'échange d'idées, de connaissances et d'expériences sur les conditions de réussite des programmes d'électrification rurale. Les discussions ont porté principalement sur les conditions politiques, réglementaires et financières nécessaires au renforcement du déploiement des technologies d'énergies renouvelables pour l'électrification rurale.

À la fin des travaux, il a été convenu que les énergies renouvelables hors réseau peuvent aider à combler le déficit énergétique grâce aux réseaux électriques décentralisés, et ainsi permettre l'atteinte des objectifs d'électrification rurale. Les organismes en charge de l'électrification rurale ont été invités à fortement considérer les énergies renouvelables dans les systèmes hors réseau comme une stratégie pour l'électrification rurale.

Aussi, il a été estimé que, sans la mise en place de cadres réglementaires favorables, l'amélioration de l'électrification rurale sera difficile à réaliser. La mise en place de cadres réglementaires a été considérée comme le facteur le plus important dans l'expansion de l'électrification rurale.

Par ailleurs, les gouvernements africains ont été invités à œuvrer à la sensibilisation sur les avantages des technologies renouvelables dans les systèmes hors réseau, en particulier dans la génération de revenus, grâce à leurs applications à des fins productives. Suite à cela, le renforcement des capacités des principaux acteurs de la chaîne de valeur a été identifié comme un catalyseur nécessaire à l'électrification rurale hors réseau avec les technologies d'énergies renouvelables. Les groupes cibles sont, entre autres, les institutions publiques, les organismes de financement, les collectivités et le secteur privé.

Parallèlement à la conférence, il a été organisé une exposition sur les technologies, produits et projets d'énergies renouvelables hors réseau.

## CEDEAO ET GBEP ORGANISENT UN ATELIER SUR L'ÉVALUATION ET LA CARTOGRAPHIE DES RESSOURCES DE BIOMASSE



Participants à l'atelier sur l'évaluation et la cartographie des ressources de biomasse

Le CEREEC, en collaboration avec le Partenariat mondial pour les bioénergies (GBEP), a organisé un atelier sur l'évaluation et la cartographie des ressources de biomasse, dans le cadre du Groupe d'activités 1 (GA1) du Groupe de travail sur le renforcement des capacités (GTRC) pour la Bioénergie durable. L'événement a eu lieu les 13 et 14 novembre 2012 à Rome, en Italie, avec le soutien du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

L'atelier était un suivi au forum régional sur la bioénergie qui s'est tenu en mars 2012 à Bamako, au Mali, et au cours duquel les participants ont identifié l'évaluation et la cartographie des ressources de biomasse comme une première étape essentielle de la stratégie-cadre de bioénergie.

L'événement a regroupé les représentants des ministères de l'Énergie et de l'Agriculture des États membres de la CEDEAO, les partenaires et les observateurs du GBEP, ainsi que des organisations régionales et internationales, des universités, des entreprises et des représentants de la société civile qui interviennent dans le domaine de la bioénergie.

Les discussions ont porté sur divers outils et méthodologies d'évaluation et de cartographie des ressources de biomasse (calcul de la biomasse totale disponible), des outils et des méthodologies d'investissements dans la bioénergie en considérant les aspects environnementaux, sociaux et économiques des projets. Les participants ont également parlé de catalogage et de partage d'expériences dans l'utilisation de la biomasse, des cartes des ressources existantes et des conditions socio-économiques, y compris les méthodes d'attribution et d'occupation des terres dans

la région de la CEDEAO.

Les conclusions de l'atelier ont été présentées par les présidents, M. Raffi Balian du Département d'État des États-Unis d'Amérique et M. Bah F. M. Saho du CEREEC. Il s'agit notamment de : (1) la mise en place d'un réseau d'institutions aux niveaux régional et national (qui inclut la société civile) pour faciliter la promotion de la bioénergie dans la région de la CEDEAO, (2) la compilation d'une matrice d'outils et de méthodologies d'évaluation, de cartographie et de planification de l'investissement dans les ressources, (3) la compilation des données/informations sur le secteur de la bioénergie dans la région mettant en évidence les lacunes pour améliorer les données sur l'investissement et (4) l'identification des opportunités financières pour attirer les investissements dans les entreprises du secteur de la bioénergie.

Les représentants de tous les pays de la CEDEAO ont été invités à faire preuve de leadership dans leur rôle d'ambassadeurs de la bioénergie durable pour favoriser l'accès à l'énergie et à la sécurité alimentaire, améliorant ainsi la santé des populations. Ces actions, en tant que catalyseurs du changement dans le secteur énergétique de la région de la CEDEAO, sont fondamentales pour atteindre les objectifs de l'initiative Énergie durable pour tous (SE4All).



## ATELIER RÉGIONAL DE FORMATION SUR LA CONCEPTION ET LA MISE EN ŒUVRE DE PROJETS DE SUBSISTANCE AVEC L'ÉNERGIE SOLAIRE POUR LES COMMUNAUTÉS RURALES, LOMÉ, AU TOGO

Le CEREEC, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Institut de l'énergie et des ressources (TERI) et le Gouvernement du Togo ont organisé un atelier régional de formation sur "La conception et la mise en œuvre des projets d'énergie solaires pour contribuer aux actions de subsistance dans les communautés rurales", du 1er au 5 octobre 2012 à Lomé, au Togo. L'atelier, financé par les Gouvernements de l'Autriche, de l'Inde et de l'Espagne, et l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF), s'est déroulé avec les modules suivants :

- Introduction à la technologie solaire ;
- Systèmes PV - évaluation, conception, économie, exploitation et maintenance ;
- Gestion de projets et conception de modèles d'affaires pour les projets de subsistance utilisant le solaire photovoltaïque ;
- Assurance qualité et suivi des projets PV solaires.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le ministre des Mines et de l'Énergie du Togo. Dans son discours, le Ministre a souligné l'importance des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, notamment les systèmes photovoltaïques pour le développement de la région et le bien être des populations, et a renouvelé le soutien total du Gouvernement du Togo au CEREEC.

L'objectif principal de l'atelier de formation, animé par deux experts venus de TERI

(Inde), était de : renforcer les capacités et les compétences sur les questions techniques et financières liées aux systèmes PV autonomes et aux mini-réseaux dans les petites agglomérations ; et sensibiliser les participants sur la planification, la conception, la mise en œuvre et l'utilisation de la technologie solaire photovoltaïque pour les projets de subsistance dans les zones rurales.

Trente-deux ingénieurs, techniciens et experts venant de toute la région ont pris part à l'atelier de formation. Les participants étaient venus de :

- agences d'électrification rurale et autres organisations chargées de l'électrification rurale ;
- ONG locales et régionales intervenant dans les programmes communautaires en milieu rural ;
- entreprises nationales et régionales spécialisées dans les technologies solaires ;
- autres acteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

L'atelier de formation a contribué au renforcement des connaissances des participants sur la technologie d'énergie solaire et ses différentes applications, en particulier pour les projets de subsistance en milieu rural. Plus précisément, les participants ont acquis des compétences sur la conception, le dimensionnement, la mise en œuvre et la maintenance des petits systèmes photovoltaïques pour les projets de subsistance en milieu rural.

### LE CAP-VERT ABRITE L'ATELIER REGIONAL SUR LA CARTOGRAPHIE DES RESSOURCES EOLIENNES ET SOLAIRES DE LA CEDEAO

Le CEREEC, avec le soutien de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et l'assistance technique de Nexant, a organisé un atelier régional sur la cartographie des ressources éoliennes et solaires de la CEDEAO du 9 au 11 juillet 2012 à Praia, au Cap-Vert.

Les objectifs de l'atelier étaient de présenter et de discuter du contenu du Rapport préliminaire de la Phase I de la mission d'évaluation, de présenter les cartes de ressources de chaque pays et de toute la région de la CEDEAO et de renforcer les capacités en matière de méthodologies de détection et de modélisation des projets d'investissements dans les EnR.

L'atelier est une composante de la mission de cartographie des ressources éoliennes et solaires et de développement de projets pour la région de la CEDEAO qui est en cours. Cette mission a pour ambition de fournir un cadre d'appui aux premières étapes des initiatives du CEREEC, pour faciliter le développement de projets d'énergie éolienne et solaire commercialement rentables en fournissant aux gouvernements, aux investisseurs et aux promoteurs des informations pertinentes, peu coûteuses et précises.

L'objectif de la mission est de fournir une base de données organisée et conviviale contenant des informations de grande qualité pour la cartographie des ressources éoliennes et solaires des pays et l'identification de sites potentiels de projets dans la région de la CEDEAO; à effectuer la détection pour recommander les sites de projets au sein des pays de la CEDEAO, sur la base des données en ressources et des infrastructures des pays; et à développer une méthodologie de modélisation des données de ressources ainsi que les hypothèses de projets pertinentes, y compris sur les infrastructures des pays, et d'autres paramètres généralement utilisés dans la structuration financière des projets énergétiques.

### LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DE LA FACILITE ENERGIE RENOUVELABLE DE LA CEDEAO (EREF) EST EN COURS

La mise en œuvre des projets approuvés à l'issue du Premier appel à propositions de la Facilité énergie renouvelable de la CEDEAO (EREF) a démarré avec la phase de signature des contrats en février 2013. La signature de ces contrats découle des recommandations du comité technique d'EREF qui a approuvé 41 projets auxquels une subvention sera allouée.

L'un des projets - Réduction des pertes lors du transport d'électricité dans la ville de Brikama - développé par la Société nationale d'eau et d'électricité de la Gambie (NAWEC) vise à améliorer la fourniture d'électricité dans la localité de Brikama grâce à des mesures d'efficacité énergétique. Selon le Directeur général de NAWEC, Ebrima Sanyang, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique peuvent jouer un rôle important dans la satisfaction des besoins d'approvisionnement en électricité. Il a exprimé l'espoir que le projet permette d'éliminer les pertes techniques d'électricité et d'améliorer les conditions de vie des bénéficiaires.

Un deuxième projet - Fourniture de services

énergétiques minimum aux communautés rurales du Bénin - est en train d'être exécuté par une organisation non gouvernementale (ONG), ABED-Bénin. Le projet a démarré par la formation de techniciens locaux sur l'entretien de la technologie solaire photovoltaïque et la gestion comptable des installations énergétiques. Les participants à la session de formation ont reçu des outils pour l'installation et le dépannage de panneaux solaires photovoltaïques qui doivent leur permettre de renforcer leurs connaissances sur la gestion de projets solaires photovoltaïques. Le projet a pour objectif l'installation de 600 WC au bénéfice des centres communautaires désignés dans 5 villages, pour la fourniture de services tels que l'éclairage, la recharge de batteries (téléphone, radio), la télévision, l'Internet en milieu rural et la réfrigération. Les villages bénéficiaires sont organisés en comités villageois pour l'énergie (CVE) et seront responsables de la gestion technique et financière des installations solaires. ABED appuie les CVE dans l'élaboration des modèles d'affaires ainsi que dans la gestion technique et comptable des installations.

## LANCEMENT DE L'INITIATIVE ENERGIE DURABLE POUR TOUS DES NATIONS UNIES AU NIGERIA

Dans le cadre de la déclaration 2012, Année internationale de l'énergie durable pour tous, le 23 août 2012, le Président de la République Fédérale du Nigeria, M. Goodluck Jonathan, et le directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et coprésident du groupe de haut niveau de l'initiative Énergie durable pour tous, M. Kandeh K. Yumkella, ont procédé au lancement de l'initiative Énergie durable pour tous des Nations Unies au Nigeria.

Dans son discours, le Président, représenté par son Vice-Président, M. Namadi Sambo, a déclaré que le pays s'est engagé à mettre pleinement en œuvre les objectifs de l'initiative d'ici 2020, une décennie avant l'échéance mondiale.

L'initiative SE4All, lancée par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, vise la réalisation des objectifs



De la g. vers la dr. : M. Namadi Sambo, Vice-Président du Nigeria, M. Bart Nnaji, Ministre de l'Énergie, M. Kandeh K. Yumkella, DG de l'ONUDI

suivants à l'horizon 2030 : assurer un accès universel aux services énergétiques modernes ; doubler le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique au niveau mondial ; et doubler la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique mondial. L'atteinte de ces objectifs dans le pays le plus peuplé d'Afrique aura un impact significatif sur le développement socio-économique de la population du Nigeria, dont 60% n'ont pas accès actuellement aux services énergétiques modernes.

La cérémonie de lancement a eu lieu en

présence de dignitaires nationaux et internationaux, de représentants des secteurs public et privé, des institutions académiques et financières, des organismes de développement nationaux, régionaux et internationaux, y compris le CEREEC, montrant ainsi l'importance de cette initiative pour le pays.

En outre, l'événement, qui a été ouvert et clos par le ministre de l'Énergie, M. Bart Nnaji, a abrité des tables rondes sur les thèmes

suivants : Défis et Opportunités du Nigeria pour l'atteinte des objectifs de l'initiative ; Financement des infrastructures énergétiques d'ici 2030 : Intégration des marchés locaux et régionaux de l'énergie, animé par M. Mahama Kappiah, directeur exécutif du CEREEC ; Comptabilité et suivi des Résultats.

La décision du Nigeria de se joindre à l'effort mondial va certainement donner une impulsion à la réussite de l'Initiative dans la région de la CEDEAO et au delà dans le continent africain.

## FORMATION DES EXPERTS DE LA CEDEAO EN PLANIFICATION ÉNERGÉTIQUE

Le CEREEC et l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA) ont organisé un atelier régional sur les méthodologies et outils de planification énergétique du 10 au 12 décembre 2012 à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

L'atelier avait pour but de familiariser les planificateurs énergétiques de la région avec le modèle de Planification des énergies renouvelables de la CEDEAO élaboré par l'IRENA, sur la base de l'outil de modélisation MESSAGE (logiciel développé par l'Agence internationale d'énergie atomique) pour soutenir les pays dans la planification énergétique.

L'atelier fait partie de l'initiative conjointe CEREEC-IRENA – Promotion d'un marché durable pour les systèmes photovoltaïques dans la région de la CEDEAO (ProSPER) – qui met un accent particulier sur le renforcement des capacités pour fa-

voriser le développement des énergies renouvelables dans la région. Il était organisé également dans le cadre du programme de formation de la CEDEAO sur l'Appui à la planification énergétique pour l'élaboration de plans d'action pour les énergies renouvelables dans les États membres de la CEDEAO, développé par le CEREEC, en collaboration avec ses partenaires.

Les participants ciblés étaient les professionnels des cellules de planification dans les ministères et les entreprises publiques d'électricité. Trente participants ont assisté à l'atelier, dont la plupart sont des cadres supérieurs dans leurs cellules de planification énergétique respectives et ont également une expérience des modèles de planification énergétique et des outils d'analyse. Les participants sont venus de 13 États membres de la CEDEAO, particulièrement des ministères de l'Énergie et des

sociétés nationales d'électricité.

Pendant deux journées et une matinée, les participants ont appris les rudiments de l'outil de Planification des énergies renouvelables de la CEDEAO (EREP) ainsi que la façon d'utiliser l'outil MESSAGE pour effectuer la simulation et orienter les résultats dans l'EREP. Ils ont pu procéder à la simulation de planification pour leur pays et comparer différents scénarios.

Le principal résultat de l'atelier était la reconnaissance par les participants d'EREP comme d'un outil qui peut jouer un rôle utile dans la planification énergétique. La mise à disposition de l'EREP est exceptionnellement rapide dans la mesure où les États membres, suite à l'adoption de la politique régionale des énergies renouvelables, sont en train d'élaborer leurs Plans d'action nationaux d'énergies renouvelables (PANER) pour d'atteindre les objectifs régionaux.



## SIXIÈME RÉUNION DU CONSEIL EXECUTIF DU CEREEC ET TROISIÈME RÉUNION DU COMITÉ TECHNIQUE

La sixième réunion du Conseil exécutif du CEREEC s'est tenue le vendredi 2 novembre 2012 à l'Hôtel Movenpick à Accra, au Ghana. L'objectif principal de la réunion était l'adoption du rapport de mise en œuvre du Programme de travail 2012 et l'adoption du Programme de travail 2013 du CEREEC, ainsi que l'examen des nouvelles évolutions dans le secteur énergétique.

Le ministre de l'Environnement, des Sciences et de la Technologie du Ghana, hon. Sherry Ayithey a procédé à l'ouverture officielle de la réunion. D'autres membres de haut niveau du Conseil ont pris part à la réunion, notamment le commissaire de la CEDEAO en charge des Infrastructures et président du Conseil, M. Ebrima Njie, l'ambassadeur d'Espagne au Ghana, S.E. Mme Olga Cabarga Gómez, le directeur de la branche Energie et Changements Climatiques de l'ONUDI, M. Pradeep Monga, le directeur des Programmes et projets internationaux de l'Agence autrichienne de développement (ADA), M. Robert Zeiner, et le directeur exécutif du CEREEC, M. Mahama Kappiah.

Dans son allocution, le commissaire de la CEDEAO en charge des Infrastructures s'est félicité de la tenue de la réunion suite aux décisions historiques prises par les Ministres en charge de l'Énergie



Membres du Conseil

de la CEDEAO en adoptant les politiques régionales en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique. Il a indiqué que l'accent sera mis, désormais, sur la réalisation des objectifs fixés. Il a remercié tous les partenaires pour leur soutien continu au CEREEC et aux programmes énergétiques de la région de la CEDEAO.

Le directeur de la branche Energie et Changements climatiques de l'ONUDI a, dans son intervention, félicité la CEDEAO, le CEREEC et leurs partenaires pour avoir été la première région de l'Afrique subsaharienne à adopter des politiques régionales écologiques, tout en soulignant la nécessité de traduire ces avancées en actions concrètes. Il a fait part de la volonté de l'ONUDI de collaborer avec le

CEREEC dans la mise en œuvre de l'initiative SE4All.

Quant au directeur des Programmes et projets internationaux de l'ADA, il a félicité la CEDEAO pour l'organisation réussie du Forum de haut niveau qui vient de s'achever. Il a réitéré l'engagement de l'Autriche à poursuivre son appui financier et technique au CEREEC.

L'ambassadeur d'Espagne au Ghana a, pour sa part, exprimé sa fierté de représenter l'Espagne au Conseil du CEREEC et a félicité le Centre pour les réalisations enregistrées.

L'honorable ministre de l'Environnement, des Sciences et de la Technologie du Ghana, tout en soulignant le rôle de l'énergie dans le développement socio-économique, a également félicité la Commission de la CEDEAO pour ses efforts dans le secteur de l'énergie et pour la création du CEREEC. Elle s'est dit optimiste quant à une amélioration, dans les années à venir, significative de la situation de l'accès à l'énergie dans la région.

La réunion du Conseil exécutif a été précédée d'une réunion du Comité technique (CT) du CEREEC qui a été tenue le jeudi 1er novembre 2012 dans le même hôtel. Le CT, qui fournit des conseils techniques au Centre, s'est réuni pour examiner les rapports soumis à l'approbation du Conseil et faire des recommandations.

## LA CEDEAO TIENT SON PREMIER FORUM SUR LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT ET DES AFFAIRES DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

La première édition du forum de la CEDEAO pour la promotion de l'investissement et des affaires dans les énergies renouvelables (EREI), organisé en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAD), a eu lieu les 27-28 septembre à Dakar, au Sénégal. Ce forum, qui a réuni plus de 90 participants venus des États membres de la CEDEAO, d'Europe et des États-Unis, a vu la participation des organismes donateurs, des promoteurs de projets et des analystes de marché intéressés par les opportunités d'investissement dans les énergies renouvelables qui existent dans la région de la CEDEAO.

L'organisation du forum du CEREEC a été l'occasion de lancer les activités de l'initiative

EREI qui entre dans le cadre de la réalisation du mandat du CEREEC d'attirer les investissements dans le secteur des EnR de la région, comme l'indique le Livre blanc pour un meilleur accès aux services énergétiques de la CEDEAO dans les zones rurales et périurbaines. Le forum offre aux États membres de la CEDEAO, aux investisseurs et aux promoteurs de projets d'énergies renouvelables en Afrique de l'Ouest un cadre pour aborder les défis liés à l'investissement dans les projets d'infrastructures d'EnR.

Le forum a fourni des informations sur le développement en cours de 40 projets d'énergies renouvelables dans la région de la CEDEAO. Des projets qui couvrent une large

gamme de technologies (photovoltaïque, éolienne, petite hydroélectricité et biomasse) d'une capacité globale à installer de 552 MW pour un investissement prévu d'environ 1.5 milliard d'euros. Le forum a servi de cadre d'échanges entre les promoteurs de projets d'énergies renouvelables et les partenaires financiers dans la région de la CEDEAO. Il a également permis la sensibilisation sur la nécessité d'évolutions dans le secteur de l'énergie qui intègrent les technologies d'énergies renouvelables.

La deuxième édition du forum doit se tenir en octobre 2013 à Accra, au Ghana, les partenaires financiers des projets ayant déjà exprimé leur soutien à sa tenue.

## LE CERECC PROCEDE A L'EVALUATION DE L'ETAT DE PRÉPARATION DES ENERGIES RENOUVELABLES (RRA) EN GAMBIE

Le CERECC, en partenariat avec l'IRENA basé à Abu Dhabi, a mené une évaluation RRA de deux jours en Gambie, avec l'objectif d'évaluer si le pays est prêt pour le déploiement de technologies d'énergies renouvelables.

La RRA est une initiative de l'IRENA qui, grâce à l'implication de plusieurs acteurs, évalue le marché, les conditions juridiques et réglementaires pour le développement des énergies renouvelables dans un pays. Sur la base des résultats de l'étude, les obstacles sont identifiés et une feuille de route, adaptée aux besoins du pays, est élaborée. La première étude dans la région de la CEDEAO a été menée au Sénégal en novembre 2011. Suite à la mise en œuvre réussie de cet exercice, le CERECC et l'IRENA ont sélectionné trois autres pays de la région pour une deuxième phase de mise en œuvre. Il s'agit, notamment, de la Gambie, du Ghana et du Niger.

Pour la première journée de l'exercice d'évaluation, 17 décembre 2012, les délégués des deux institutions ont tenu des réunions bilatérales avec les représentants du ministère de l'Énergie, de l'Autorité de régulation des services publics (PURA), de la Délégation de l'Union européenne en Gambie, de l'Agence gambienne de



Photo de famille des participants à l'atelier sur l'évaluation de l'état de préparation des énergies renouvelables pour la Gambie

promotion des investissements et des exportations et de l'Association des énergies renouvelables de la Gambie. Grâce à ces réunions, les obstacles tels que les déficits de capacités dans le secteur des énergies renouvelables et les contraintes financières ont été identifiés. Cependant, il a été unanimement reconnu que la nouvelle loi sur les énergies renouvelables, si elle est ratifiée, permettrait de relever certains défis et de créer un environnement propice aux affaires et permettrait également aux investisseurs nationaux et étrangers de s'impliquer dans le secteur.

Au deuxième jour, le 18 décembre 2012, un atelier avec des thématiques de

discussion par groupe a porté sur les technologies et ressources d'énergies renouvelables pour produire les services énergétiques pouvant contribuer au développement de la Gambie. Les résultats ont montré que l'énergie solaire destinée à l'électricité centralisée est une priorité absolue pour le pays, suivie du solaire thermique pour le chauffage, du solaire pour l'électricité décentralisée, de l'énergie éolienne pour l'électricité centralisée et, enfin, de la biomasse solide pour la cuisson et le chauffage.

A la fin de l'atelier, les acteurs ont estimé que des actions concertées doivent être orientées vers l'accélération du processus d'adoption de la politique d'énergies renouvelables qui a déjà été élaborée, l'établissement des normes et étiquettes pour les équipements d'énergies renouvelables, la réhabilitation du Centre pour les énergies renouvelables de la Gambie (GREC), la validation des données sur l'évaluation de ressources d'énergie solaire, de biomasse et d'éolienne, la création d'un fonds pour les énergies renouvelables et le renforcement des capacités des acteurs (décideurs, régulateurs et secteur privé).

Le processus RRA devrait être reproduit en 2013 dans les 11 autres États membres de la CEDEAO.

## LE CERECC EFFECTUE UNE VISITE D'ETAT DES LIEUX EN GUINÉE-BISSAU

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet SEEA-WA, une équipe d'experts dirigée par MM. Martin Lugmayr et Jansenio Delgado du CERECC et accompagnée de M. Peter Cattelaens, un expert de l'Initiative de l'UE pour l'Énergie, la Facilité Dialogue et Partenariat (EUEI PDF) a effectué une mission en Guinée-Bissau pour constater l'état actuel des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans le pays. La délégation a été reçue par M. Biabe Siga, Chef de la division de l'Énergie au ministère de l'Énergie de la Guinée-Bissau, qui est également le point focal national du CERECC.

Lors de l'exercice d'état des lieux, qui a eu lieu du 22 au 26 janvier 2012, le groupe d'experts a rencontré des responsables

du ministère de l'Énergie, de l'Industrie et de la Statistique, de la Société nationale d'électricité, ainsi que des représentants de la Banque mondiale et des organismes de l'ONU basés en Guinée-Bissau. La mission a souligné l'état critique de la situation énergétique ainsi que la sous-exploitation des importantes ressources d'énergies renouvelables du pays. Par ailleurs, la visite de deux sites prévus pour des projets de petite hydroélectricité, Saltinho (18 MW) et Cusselinta (30 MW), a également révélé que les projets avaient un bon potentiel technique et économique qui, s'il est exploité, pourrait contribuer de manière significative à l'amélioration de la situation énergétique du pays.

A la fin de la mission, il a été convenu que le CERECC travaillerait en collabo-

ration avec le Gouvernement de la Guinée-Bissau à l'élaboration d'une politique nationale d'énergies renouvelables, le renforcement des capacités sur l'utilisation des outils d'analyse des projets d'énergies renouvelables, tels que RETScreen, et la conduite d'études de faisabilité sur les sites des petites centrales hydroélectriques.

Des missions d'état des lieux et de diagnostic similaires ont été menées dans chacun des 15 États membres de la CEDEAO par une équipe d'experts techniques du CERECC et de ses partenaires - AERE de la France et Agence autrichienne de l'énergie (AEA) - pour évaluer l'état actuel de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables dans la région, et ainsi identifier les actions clés pouvant apporter les améliorations.

## LANCEMENT DU PROJET FEM CAP-VERT



Lancement du Projet FEM Cap-Vert : M. Mahama Kappiah, Directeur exécutif (DE) du CERECC, Dr Humberto Brito, Ministre du Tourisme, de l'Industrie et de l'Énergie du Cap-Vert et Mme Petra Lantz, Coordinatrice résidente de l'ONU



Le 12 avril 2012, la composante Promotion du développement du marché des systèmes de petites et moyennes capacités d'énergies renouvelables au Cap-Vert du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a été officiellement lancé lors d'un événement qui s'est tenu à Praia, au Cap-Vert. L'ONUDI, en coopération avec le CERECC et le ministère du Tourisme, de l'Industrie et de l'Énergie (MTIE) du Cap-Vert, va exécuter le projet au cours des trois prochaines années. Le projet est cofinancé par le FEM grâce à une subvention de 1,8 million de dollars.

Lors du lancement, M. Humberto Brito, ministre du Tourisme, de l'Industrie et de l'Énergie du Cap-Vert, et Mme Petra Lantz, coordinatrice résidente des Nations unies, ont souligné l'importance du projet pour la réalisation des objectifs de la politique des énergies renouvelables du Cap-Vert. M. Alois Mhlanga, spécialiste du développement industriel à l'ONUDI, a donné un aperçu de la méthodologie d'élaboration des rapports et des exigences de la procédure de mise en œuvre du projet.

Le projet vise à stimuler le développement durable et à réduire les émissions de gaz à effet de serre en créant et en favorisant les conditions de marché pour le déploiement des systèmes de petites et moyennes capacités d'énergies renouvelables. Cet objectif sera réalisé grâce à :

1. la mise en œuvre de projets de démonstration d'énergies renouvelables de petites et moyennes tailles dans les différentes îles. Un portefeuille de projets incluant des technologies comme le solaire thermique, photovoltaïque, l'éolienne et des options de systèmes connectés au réseau, de mini-réseaux et de systèmes autonomes est en cours d'élaboration;

2. l'élaboration d'une stratégie d'investissement pour l'amélioration ou la reproduction des projets pilotes et la création d'un fonds d'amorçage dédié dans le cadre d'EREF, qui permettra le cofinancement du développement des projets d'énergies renouvelables de petites et moyennes tailles au Cap-Vert;

3. le renforcement du cadre réglementaire pour promouvoir et soutenir efficacement le développement des systèmes d'énergie

renouvelable de petite et moyenne tailles dans les secteurs économiques et sociaux;

4. la réalisation d'une étude sur la manière d'atteindre l'objectif d'un réseau d'électricité approvisionné à 100% par des sources d'EnR sur l'île de Brava;

5. le renforcement des capacités institutionnelles et la résolution de l'insuffisance des capacités techniques des catalyseurs du marché et des acteurs économiques (notamment les entrepreneurs, les banques, etc.) pour identifier, développer, mettre en œuvre et évaluer des projets d'énergies renouvelables.

Le projet entre dans le cadre du programme ambitieux du Gouvernement du Cap-Vert de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations de combustibles fossiles par la production accrue d'énergie provenant de sources renouvelables. Grâce à l'investissement du secteur privé et la mise en œuvre des politiques d'appui, le Cap-Vert a déjà atteint son objectif de produire au moins 25% de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2012. Le gouvernement travaille actuellement pour porter cette part à 50% d'ici 2020, avec un objectif de produire 100% de l'électricité sur l'île de Brava à partir de sources renouvelables. Les systèmes d'énergies renouvelables de petites et moyennes tailles peuvent jouer un rôle important dans la réalisation du programme gouvernemental.

## L'ÉQUIPE DU PROJET SEEA-WA TIENT SA QUATRIÈME RÉUNION DE COORDINATION

Le 3 novembre 2012, l'équipe d'experts du projet SEEA-WA s'est réunie pour évaluer les activités menées au cours de l'année 2012 et examiner les plans d'action prévus pour la deuxième année de mise en œuvre du projet. SEEA-WA, qui signifie Soutien pour l'accès à l'efficacité énergétique en Afrique de l'Ouest, est un projet financé par l'Union européenne. Le projet a pour objectif de surmonter les obstacles qui entravent le passage à une économie à faible consommation d'énergie dans la région de la CEDEAO.

Le projet, qui a été officiellement lancé le 10 octobre 2011, a obtenu des succès remarquables en peu de temps. En un an, un bilan de l'état actuel de l'efficacité énergétique dans la région de la CEDEAO a été fait et un rapport détaillé sur l'état de l'efficacité énergétique établi pour chacun des 15 États membres. Un réseau de partenaires et d'acteurs nationaux a été engagé et mis en place et un document de politique régionale sur l'efficacité énergétique a été élaboré et adopté par les ministres en charge de l'Énergie de la CEDEAO. Afin d'atteindre les objectifs de la politique régionale en matière d'EE, cinq initiatives phares ont été lancées – 1. Initiative de la CEDEAO pour l'éclairage efficace qui vise le passage à un éclairage économe en énergie en Afrique



Vue de l'équipe du projet SEEA-WA à la Réunion de coordination

de l'Ouest ; 2. Initiative de la CEDEAO pour la distribution d'électricité très performante qui vise à réduire les pertes techniques et commerciales dans les systèmes de distribution d'électricité de la région ; 3. Initiative de la CEDEAO pour la cuisson sûre, abordable et durable qui vise à améliorer l'accès aux foyers et combustibles de cuisson propre ; 4. Initiative de la CEDEAO pour la normalisation et l'étiquetage (N&E) qui vise à développer et à appliquer des normes et étiquettes régionales pour les équipements énergétiques et qui doivent être adoptées par tous les États membres de la CEDEAO et ; 5. Initiative de la CEDEAO pour le financement de l'énergie durable qui vise à mobiliser les instruments

de financement pour soutenir les projets régionaux d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables.

A partir de 2013, l'accent sera mis sur la mise en œuvre de ces initiatives. A l'heure actuelle, les Normes minimales de performance énergétique (MEPS) et l'harmonisation des normes nouvelles et existantes sont en cours d'élaboration dans le cadre des initiatives pour l'éclairage à basse consommation et pour la normalisation et l'étiquetage. Pour ce qui est de l'initiative pour la cuisson propre, les activités seront axées sur l'élaboration de stratégies nationales et régionales en appui à leur mise en œuvre, la création d'étiquettes pour les appareils de cuisson, la recherche et le développement. Pour ce qui est des initiatives sur la distribution de l'électricité performante et le financement de l'énergie durable, les réunions des acteurs ont démarré pour identifier les besoins et les interventions appropriées.

La performance et l'impact de ces activités seront suivis, évalués et communiqués par l'ONG Environnement et Développement du Tiers Monde (ENDA-TM), une organisation basée à Dakar, au Sénégal, afin de s'assurer que les objectifs du projet – qui considère l'efficacité énergétique pour élargir l'accès à l'énergie – sont totalement atteints.

## LE CEREEC ET LA NARUC ETABLISSENT UN NOUVEAU PARTENARIAT

Le 2 novembre 2012, l'Association nationale des commissions de régulation des services publics (NARUC) a passé un accord de partenariat avec le CEREEC. L'objectif de ce partenariat est de collaborer spécifiquement dans les aspects politiques et réglementaires des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (EnR & EE) dans la région de la CEDEAO.

La NARUC, créée en 1889, est l'association américaine représentant les commissions de régulation des services publics, notamment l'énergie, l'eau et les télécommunications. Grâce à son programme international, l'association partage, depuis 1998, les meilleures pratiques et les informations sur des solutions novatrices avec les régulateurs du secteur de l'énergie dans des régions d'Europe, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes.

En tant qu'institution point focal pour la région de la CEDEAO, le CEREEC ser-

vira de canal par lequel passera l'expertise de longue date de la NARUC destinée aux États membres dans la régulation des services publics. Cela est visible dans les activités prévues et qui seront exécutées dans le cadre de ce partenariat. Il s'agit, notamment:

- du renforcement des cadres politiques, réglementaires, juridiques et institutionnels nationaux et régionaux pour le développement des marchés par un échange d'informations pertinentes sur les questions d'énergies renouvelables;
- l'organisation d'ateliers, de séminaires et d'autres activités EnR & EE ;
- le soutien aux processus régionaux et nationaux relatifs à la réforme ou à la création de cadres politiques, juridiques et réglementaires pour la promotion des marchés EnR & EE dans la région;
- le renforcement des capacités des organismes de réglementation nationaux et régionaux en faveur du cadre réglementaire des États membres de la CEDEAO;

• l'élaboration de programmes et projets nationaux et régionaux dans les cadres de politique d'EnR & EE;

• l'échange de connaissances dans les domaines d'EnR & EE;

• la liaison des deux sites web: [www.naruc.org](http://www.naruc.org) et [www.ecreee.org](http://www.ecreee.org), et la publication sur les deux sites web d'informations sur les événements organisés par chacune des deux structures.

Le Protocole d'accord (PDA) a été signé entre Mme Bevan Flansburg, responsable principale chargée des programmes internationaux, et M. Mahama Kappiah, directeur exécutif du CEREEC.

Suite à l'approbation du plan de travail sur l'assistance technique pour le développement de l'énergie propre en Afrique de l'Ouest 2013 de la NARUC/USAID, il est prévu que la mise en œuvre des activités susmentionnées démarrera au premier trimestre de l'année 2013.

## PARTICIPATION DU CEREEC A LA CINQUIÈME ÉDITION DU SALON DES ENR À DAKAR

Le salon international des énergies renouvelables s'est tenu du 7 au 10 novembre 2012 à Dakar, au Sénégal. Ce salon est organisé par EXPO Carrefour Afrique (EXCAF), en partenariat avec le ministère de l'Énergie et des Mines du Sénégal. Une exposition sur les EnR dans le cadre du salon et plus de 60 organisations du monde entier y ont pris part, pour présenter leurs technologies, produits et services dans le domaine des énergies renouvelables.

Il y a eu une forte présence de la société civile dans son ensemble, particulièrement les étudiants, les hommes d'affaires et les investisseurs potentiels. Un grand intérêt a été noté pour les activités du CEREEC, les potentialités en énergies renouvelables du Sénégal et de la région dans son ensemble, ainsi que pour les cadres



De la g. vers la dr. : Mme Aminata Fall dans une interview avec la presse, en compagnie du directeur de la Promotion des Énergies Renouvelables M. Lamine Diop et le ministre de l'Énergie et des Mines, M. Aly Ngouille Ndiaye

réglementaires qui sont en place.

L'Observatoire de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (ECOWREX), mis en place par le CEREEC avec le soutien du Fonds

pour l'environnement mondial (FEM), a également été présenté lors de l'exposition. La réaction générale des participants à l'égard de ce nouvel outil a été très positive, en raison de l'énorme impact qu'aura l'Observatoire dans la diffusion des données énergétiques pertinentes de la région. Comme un investisseur potentiel l'a remarqué, "cet outil facilitera grandement notre étude et analyse du marché, en nous aidant à décider d'investir ou non". Il a également ajouté que l'outil était exactement ce qu'il leur fallait.

L'exposition a été également l'occasion d'informer le grand public sur les activités du CEREEC, sa mission et ses projets, la pertinence des activités du Centre dans le contexte ouest-africain, ainsi que les objectifs régionaux dans le domaine des EnR.

## PARTENARIAT ENTRE LE CEREEC ET CLUB-ER SUR L'ELECTRIFICATION RURALE

Le Club des agences et structures en charge de l'électrification rurale (CLUB-ER) a tenu sa neuvième réunion annuelle du 10 décembre 2011 au 14 janvier 2012 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Étaient présents des représentants de la Commission européenne, de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF), de l'Alliance pour l'électrification rurale (ARE), de l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA), du Programme desystème d'alimentation photovoltaïque de l'Agence internationale de l'énergie (Tâche 9 de IEA-PVPS) et de son tout nouveau partenaire, le CEREEC.

Sous la présidence de M. Noel E. Guetat, Directeur de cabinet du ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, la réunion a été l'occasion pour les futurs membres de mettre en valeur leurs organisations et de lister les avantages potentiels liés à l'adhésion au Club.

A la suite de la présentation faite par M. Mahama Kappiah, Directeur exécutif

du CEREEC, sur le Centre, ses réalisations, ses objectifs et l'opportunité de sa collaboration avec le CLUB-ER, les membres du club ont décidé, à l'unanimité, d'avoir le CEREEC comme partenaire, en estimant que ce partenariat sera essentiel à la réalisation d'un objectif commun qui est d'élargir l'accès à l'énergie aux populations rurales d'Afrique.

Le CLUB-ER est un groupe de travail opérationnel dédié à l'électrification rurale sur le continent africain. Le groupe est le produit d'une initiative de l'Agence française pour la gestion de l'environnement et de l'énergie (ADEME). Son premier atelier s'est tenu en décembre 2002 à Francheville, à Paris, avec la participation de six pays africains, notamment le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, le Maroc, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Depuis lors, la liste de ses membres s'est allongée avec l'adhésion de sept autres États membres de la CEDEAO, à savoir

le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, la Guinée, le Mali, le Nigeria et le Togo.

Grâce au partenariat entre le CEREEC, les actions du Club dans la promotion de l'électrification rurale devraient s'étendre aux pays de la CEDEAO qui ne sont pas actuellement membres du CLUB-ER, couvrant ainsi une zone plus vaste qu'elle ne l'avait été jusqu'ici. En outre, ce partenariat met les États membres de la CEDEAO dans une position plus avantageuse pour la poursuite des programmes d'électrification rurale basés sur les énergies renouvelables dans leurs pays respectifs.

*"Le CLUB-ER est un groupe de travail opérationnel dédié à l'électrification rurale sur le continent africain".*

## PARTICIPATION DU CEREEC A LA 71<sup>E</sup> RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DU PROGRAMME CHAUFFAGE ET REFROIDISSEMENT AU SOLAIRE DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE

### CEREEC, ZIE, KNUST ET SIREA REÇOIVENT UNE SUBVENTION POUR LA RECHERCHE SUR L'ÉNERGIE SOLAIRE CONCENTRÉE

Le CEREEC, en partenariat avec l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2iE) du Burkina Faso (partenaire principal), l'Université Kwame Nkrumah des sciences et des technologies du Ghana et SIREA-ENERGIE en France, a reçu une subvention de 743.096,38 euros pour soutenir la recherche dans le cadre du projet "Développement d'une énergie solaire concentrée (ESC) modulaire sèche rentable pour l'Afrique : conception et test des composants".

La subvention a été accordée au CEREEC et à ses partenaires du projet le 28 mars 2012 au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Ethiopie, dans le cadre de l'Appel à propositions ouvert de propositions de recherche lancé par la Commission de l'Union africaine. Cette subvention, qui couvre environ 70% du budget total (1 million d'euros), sera financée grâce à un accord entre la Commission européenne et le Groupe Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP) au titre du Programme de recherche pour le développement durable de l'enveloppe intra-ACP du 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED).

La proposition de projet du CEREEC sur l'énergie solaire concentrée (ESC) a été l'un des neuf retenus sur 262 demandes venant du continent africain. Ce projet de 3 ans vise à éliminer les principaux obstacles au développement des technologies solaires en Afrique de l'Ouest, y compris les obstacles financiers et l'absence de capacités techniques locales nécessaires à l'exploitation des projets. C'est pour surmonter ces obstacles et le fait que les technologies actuelles ne sont pas adaptées au contexte de l'Afrique subsaharienne que le projet de recherche travaillera à la réduction des coûts d'investissement par la promotion de la fabrication locale des composants de la technologie et par le développement de technologies qui soient appropriées aux zones géographiques qui connaissent des pénuries d'eau.

Le projet est le premier du genre dans la région de la CEDEAO et entre dans le cadre d'un effort continu du CEREEC pour promouvoir la recherche universitaire dans le domaine des énergies renouvelables dans la région. Le projet a été officiellement lancé le 8 mai 2012 au Secrétariat du CEREEC à Praia, au Cap-Vert.



Participants du Conseil du Programme CRS de l'AIE

Le CEREEC, en tant que membre du programme Chauffage et refroidissement au solaire (CRS) de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), a été invité à participer à la Conférence internationale sur le chauffage et le refroidissement au solaire des bâtiments et des industries (CRS 2012) et à la 71<sup>ème</sup> réunion du Comité exécutif du Programme CRS de l'AIE qui ont eu lieu respectivement du 9 au 11 juillet et les 12 et 13 juillet 2012.

Le programme CRS est l'un des premiers programmes de collaboration en matière de recherche et développement (R & D) mis en place par l'AIE. Depuis 1977, les participants ont mené 49 projets conjoints de systèmes d'énergie solaire actifs et passifs, dans les secteurs du bâtiment et de l'industrie. Le programme CRS est le tout premier programme de collaboration internationale dans le domaine de la technologie et de la conception du chauffage et du refroidissement au solaire, dont les membres viennent de 20 pays et de la Commission de l'Union européenne. Le CEREEC a rejoint le programme en tant que membre en 2012.

Il est prévu que le CEREEC et le programme CRS de l'AIE coopèrent dans le domaine du partage des connaissances et du renforcement de la sensibilisation sur

les avantages des systèmes solaires thermiques pour le chauffage et le refroidissement. Le CEREEC sera chargé de diffuser les connaissances disponibles dans la région et de fournir à l'AIE des données utiles sur les pays. Il a été convenu que l'Afrique de l'Ouest serait incluse dans les rapports annuels sur l'énergie thermique solaire dans le monde.

La conférence CRS 2012 est la première d'une nouvelle série de conférences scientifiques annuelles qui seront organisées par

le programme et qui traiteront spécifiquement des énergies solaires thermiques. Outre la présentation des résultats des projets en cours, la conférence a été l'occasion pour la communauté solaire thermique internationale de mettre en

évidence leurs différentes activités et réalisations.

La participation à ces événements a permis au CEREEC de faire connaître ses initiatives et de partager ses programmes (y compris son programme solaire thermique en préparation), ainsi que ses objectifs avec d'autres institutions spécialisées dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. La Politique d'énergies renouvelables de la CEDEAO comprend des objectifs de diffusion de systèmes solaires thermiques de chauffage d'eau, notamment dans les secteurs du tourisme et de l'industrie.

*"Le CEREEC sera chargé de la diffusion des connaissances disponibles dans la région et de fournir à l'AIE des données utiles sur les pays".*

## ÉVÉNEMENTS PRÉVUS EN 2013

<p><i>Mars,</i></p> <p><b>Atelier sur la composante Biodiversité (y compris la bioénergie de SPWA-FEM)</b></p>	<p><i>Juillet,</i></p> <p><b>Initiative pour le renforcement des capacités (formation des entrepreneurs) CEREEC-IRENA</b></p>
<p><i>Avril, Brésil</i></p> <p><b>Visite d'étude pour le renforcement des capacités et la formation</b></p>	<p><i>Juillet, Niger</i></p> <p><b>Programme de renforcement des capacités sur les MANA (TOT)</b></p>
<p><i>23 -25 avril, Burkina Faso</i></p> <p><b>Atelier régional sur l'initiative cuisson propre</b></p>	<p><i>Septembre,</i></p> <p><b>Initiative pour le renforcement des capacités CEREEC-IRENA (formation des institutions de financement)</b></p>
<p><i>22 – 24 avril, Pamplune, Espagne</i></p> <p><b>Réunion Exco PVPS AIE</b></p>	<p><i>Juillet, Praia, Cap-Vert</i></p> <p><b>Conférence et atelier de formation sur l'énergie éolienne dans la CEDEAO</b></p>
<p><i>Mai,</i></p> <p><b>Initiative pour le renforcement des capacités CEREEC-IRENA (formation des services publics et des régulateurs)</b></p>	<p><i>Juillet, Praia, Cap-Vert</i></p> <p><b>Atelier sur la collecte des données d'ECOWREX</b></p>
<p><i>27 – 31 mai, Vienne, Autriche</i></p> <p><b>Réunions du Comité technique &amp; du Conseil exécutif du CEREEC</b></p>	<p><i>Septembre &amp; octobre, Bénin</i></p> <p><b>Atelier régional sur la bioénergie pour valider le Document de Stratégie et élaborer le Projet de document politique (Sessions techniques et politiques)</b></p>
<p><i>28 – 30 mai, Vienne, Autriche</i></p> <p><b>Forum sur l'énergie de Vienne, Visite d'étude en PH du CEREEC &amp; événement parallèle des Centres EnR &amp; EE</b></p>	
<p><i>Juin, Praia, Cap-Vert</i></p> <p><b>Formation des formateurs HOMER</b></p>	<p><i>Octobre</i></p> <p><b>Formation sur la PH du CEREEC</b></p>
<p><i>Juin, Praia, Cap-Vert</i></p> <p><b>Formation sur les systèmes hybrides pour les pays de langue portugaise à Praia</b></p>	<p><i>Octobre, Accra, Ghana</i></p> <p><b>Forum sur l'investissement EREI</b></p>

**CEREEC**

SUPPORTÉE PAR



Austrian  
Development Cooperation

## CONTACTEZ-NOUS:

ADRESSE: ACHADA SANTO ANTÓNIO, 2<sup>e</sup> ÉTAGE

BÂTIMENT ELECTRA,

C.P. 288, PRAIA, CAP-VERT

TEL.: (+238) 260 4630

FAX: (+238) 262 4614

E-MAIL: [INFO@ECREEE.ORG](mailto:INFO@ECREEE.ORG)

[WWW.ECREEE.ORG](http://WWW.ECREEE.ORG)

### Photo de couverture:

De la gauche vers la droite: S.E. Victor James Gbeho, Conseiller en relations internationales du Gouvernement du Ghana; S. E. Kadré Désiré Ouedraogo, Président de la Commission de la CEDEAO; M. Kandeh K. Yumkella, Directeur général de l'ONUDI; et S. E. Claude Maerten, Ambassadeur et Chef de la Délégation de l'UE au Ghana.

### Le Forum de haut niveau en images (p. 4)

1. Photo de groupe
2. Hon. Emmanuel Armah Kofi Buah, vice-ministre de l'Énergie du Ghana
3. Vue des participants
4. S.E. Victor James Gbeho, Conseiller en relations internationales du Gouvernement du Ghana ; S. E. Kadré Désiré Ouedraogo, Président de la Commission de la CEDEAO ; S. E. Claude Maerten, Ambassadeur et Chef de la Délégation de l'UE au Ghana ; Dr Kandeh K. Yumkella, Directeur général de l'ONUDI et Président d'ONU-Énergie
5. M. Kandeh K. Yumkella, Directeur général de l'ONUDI et Président d'ONU-Énergie
6. M. Kandeh K. Yumkella, Directeur général de l'ONUDI et Président d'ONU-Énergie ; André Laperrière, Directeur général adjoint du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
7. Hon. Oluniyi Robbin Coker, ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique de la Sierra Leone
8. Hon. Sherry Ayittey, ministre de l'Environnement, de la Science et de la Technologie du Ghana
9. M. Ebrima Njie, Commissaire de la CEDEAO en charge des Infrastructures, et Mahama Kappiah, Directeur exécutif du CEREEC
10. S. E. Frédéric Clavier, Ambassadeur de la France au Ghana, S. E. Olga Cabarga Gómez, Ambassadeur du Royaume d'Espagne au Ghana, et S. E. Michael Linhart, Directeur général de la coopération pour le développement au ministère des Affaires européennes et internationales de l'Autriche
11. M. Pradeep Monga, Directeur de la Branche Énergie et Changements climatiques de l'ONUDI, et Deepak Gupta, ancien Secrétaire du ministère des Énergies nouvelles et renouvelables de l'Inde
12. S. E. Irene Giner-Reichl, Présidente du Forum mondial pour l'énergie durable (GFSE)
13. Délégués des États membres de la CEDEAO et vue des participants